

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Contrôler les frontières

Politique d'asile 4-5

L'UDC exige un moratoire



Économie 7

L'immigration massive nuit à l'emploi



Immigration de masse 10-11

Le Conseil fédéral refuse de limiter l'immigration



L'UDC demande un moratoire en matière d'asile – il faut reprendre le contrôle des frontières nationales.

La Suisse doit reprendre les rênes de sa politique d'asile Schweiz. Le système Schengen/Dublin a échoué. La France ne laisse plus entrer de requérants d'asile en provenance d'Italie et a partiellement fermé sa frontière. En lien avec le Sommet du G7, les garde-frontières ont contrôlé en Bavière 105 000 personnes. La presse a rapporté qu'une personne contrôlée sur dix ne disposait d'aucun titre de séjour et se trouvait donc illégalement dans le pays. Le tourisme criminel est en plein boom, les immigrants illégaux affluent librement

dans notre pays. Outre les conséquences économiques et sociales pour la Suisse, cela compromet la sécurité nationale. Le risque que des terroristes empruntent les canaux de l'industrie suisse de l'asile augmente.

À présent, la Suisse se doit d'agir. C'est pourquoi l'UDC demande au Conseil fédéral de déclarer le droit d'asile inapplicable par la voie du droit d'urgence et de reprendre le contrôle systématique aux frontières, si nécessaire avec l'assistance de l'armée suisse.



Excursion du Groupe UDC en Thurgovie

Pour sa sortie annuelle, la fraction de l'UDC a voyagé en train à Romanshorn (TG). Après avoir visité l'entreprise Ernst Fischer AG ainsi qu'une fabrique de bateaux, l'UDC est allée à la rencontre des citoyens lors d'un événement organisé sur le site du port de Romanshorn. Un grand merci à l'UDC de Thurgovie pour l'hospitalité et l'excellente organisation.



Diana Gutjahr, candidate au Conseil national et membre de la direction de Ernst Fischer AG, en pleine discussion avec le conseiller national Thomas Aeschi (ZG).



Le port de Romanshorn s'est transformé en place de fête avec près de 1'000 personnes venues à la rencontre des élus UDC.



Discussion avec la population locale: le conseiller fédéral Ueli Maurer a dialogué et fait quelques selfies avec des gens de tous âges.

Le pétrin de l'asile



La politique d'asile de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga échappe à tout contrôle. Le nombre de demandes d'asile a explosé au mois de mai par rapport à avril, soit plus 60%. On ouvre toujours plus de centres, on place les communes devant le fait accompli et, mois après mois, d'innombrables migrants économiques parviennent à entrer dans notre pays.

Les abus en matière d'asile se multiplient et le pourcentage de personnes qui finissent par rester (réfugiés reconnus et admis provisoires) est passé en un temps record de 15% à plus de 60%. Comme si cela ne suffisait pas, Mme Sommaruga a lancé son programme d'accueil dit humanitaire, consistant à faire entrer des milliers de Syriens en Suisse sans procédure d'asile et à leur octroyer un droit de séjour durable. Il existe des preuves que l'industrie d'asile suisse a introduit sur notre territoire des terroristes. La sécurité de notre pays est donc menacée.

Que faire ?

Il faut à présent un arrêt net, en la forme d'un moratoire pour l'accueil de nouveaux demandeurs d'asile. Jusqu'à nouvel ordre, aucune décision d'asile positive ou admission provisoire ne doit être prononcée. Les requérants qui ne peuvent être immédiatement renvoyés doivent être accueillis comme de simples personnes ayant besoin de protection et qui devront plus tard rentrer chez eux. Il faut cesser l'octroi de visas et l'accueil de réfugiés contingentés. Les demandes de regroupement familial de personnes dans le domaine de l'asile ou de réfugiés reconnus vivant de prestations sociales doivent être refusées. Pour pouvoir le mettre en œuvre, il faudra à nouveau contrôler systématiquement les frontières nous-mêmes, si nécessaire à l'aide de l'armée. Parallèlement, il est nécessaire d'offrir une protection aux réfugiés de guerre dans les régions proches des territoires en guerre. Pour ce faire, l'aide humanitaire doit se voir accorder la priorité dans le budget de l'aide au développement. Un franc est bien mieux utilisé sur place qu'ici en Suisse pour soutenir l'insatiable industrie de l'asile.

Ceux qui voteront UDC en automne veulent moins de requérants d'asile et d'étrangers. Ceux qui votent pour d'autres partis veulent encore plus d'étrangers en Suisse et ouvrent grand les portes !

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Une meilleure mobilisation pour un succès électoral obligatoire

Ces quatre dernières années, l'UDC est parvenue à accroître sa part de l'électorat dans 20 élections cantonales sur 24. Néanmoins, le succès aux élections fédérales d'automne est tout sauf assuré. Une analyse précise des dernières élections montre que nous peinons à mobiliser. Le taux de participation est beaucoup trop bas. La capacité à mobiliser sera donc un facteur décisif pour le succès dans les urnes en automne.

par Albert Rösti, conseiller national et chef de campagne, Uetendorf (BE)

Les valeurs centrales d'une Suisse libre et sûre ont apporté la prospérité à notre pays et en ont fait l'un des sites les plus concurrentiels du monde. Le Parlement de centre-droit et avant tout le Conseil fédéral de centre-gauche ont profondément entaillé ces piliers porteurs au cours des années écoulées. Il faudra le corriger aux élections d'automne, pour éviter des dégâts plus importants encore.

Trois messages clairs

C'est avec trois messages clairs que nous comptons gagner les élections pour le bien de la Suisse. Sous le slogan «Rester libre», l'UDC s'engage

- ✚ pour l'indépendance et contre une adhésion sournoise à l'UE
- ✚ pour une politique cohérente en matière d'asile (mise en œuvre des initiatives sur le renvoi et sur l'immigration de masse, mettre un terme au chaos de l'asile)
- ✚ pour des emplois stables grâce à une baisse des impôts, taxes et redevances.

Nous apportons ainsi des réponses claires aux principales préoccupations de la population au sujet de l'immigration, qui échappe désormais à tout contrôle, et de la situation chaotique du système d'asile, d'une part, ainsi qu'à l'inquiétude liée à la faiblesse de l'euro. C'est une bonne base pour la campagne électorale.

Un engagement total requis

Une campagne électorale est un combat

de longue haleine. Or, ce combat est actuellement mené de manière beaucoup trop tiède. Une grande partie des sympathisants à nos idées ne s'intéressent pas aux élections. Si les choses restent ainsi, nous perdrons. Ce sont ces personnes que nous devons convaincre à se rendre aux urnes. Nous attendons des sections cantonales qu'elles focalisent leurs efforts sur la mise en œuvre de la devise «proche de vous». Il faut organiser des événements dans la rue, avec du divertissement, des présentations, notamment avec nos Piaggios, tenir des stands sur les marchés, se rendre aux marchés, organiser des apéros et des brunches dominicaux, être présents lors de manifestations culturelles et sportives, distribuer des prospectus et/ou petits cadeaux dans les gares aux heures de pointe, mener des actions téléphoniques, faire du porte-à-porte et bien davantage. Nous pourrions ainsi aborder directement les gens et eux aussi pourront s'adresser directement à

nous. De tels événements produisent par ailleurs davantage d'effets que des rassemblements dans une salle de banquet.

Promesse électorale le 22 août

Nous attendons en particulier de tous les candidats un engagement vigoureux en faveur de notre parti. La participation de tous les candidats à l'assemblée des délégués du 22 août au St. Luzisteig pour la remise de la promesse électorale est non seulement attendue, mais une affaire d'honneur, pour que l'UDC puisse démarrer la phase la plus intense de la campagne par une démonstration de force après les vacances d'été.

Nous avons toutes les cartes en main pour gagner les élections, mais cela passe nécessairement par un engagement accru de toutes les personnes impliquées. Mettons toutes nos forces dans la mobilisation – dans l'intérêt de notre pays.



Une grande partie des sympathisants à nos idées ne s'intéressent pas aux élections. Ce sont ces personnes que nous devons convaincre à aller voter.

L'UDC exige un moratoire

Les coûts annuels de quelque 6 milliards de francs pour l'industrie de l'asile et de l'aide au développement sont payés par les contribuables suisses. A la suite d'un taux de reconnaissance de 60% actuellement (trois fois plus qu'en 2012), il faut s'attendre à ce que 18 000 des quelque 30 000 requérants d'asile arrivant cette année pourront rester dans le pays. Ils y séjourneront durablement et occasionneront des coûts supplémentaires d'environ 600 millions de francs par an. La responsabilité de cette pagaille incombe à la direction politique du Département fédéral de justice et police, soit en particulier à la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. L'UDC exige un moratoire en matière d'asile ainsi qu'un contrôle systématique des frontières.

L'UDC fait les propositions suivantes pour régler le chaos de l'asile:

1. Le système Schengen/Dublin a échoué. La Confédération doit donc suspendre la loi sur l'asile par le biais du droit d'urgence et contrôler à nouveau systématiquement ses frontières.

2. On cherche en vain un décompte complet de ce que coûte l'asile aux contribuables. Il faut enfin indiquer en toute transparence ce que coûte en moyenne un requérant d'asile par an durant les dix premières années de sa présence en Suisse (y compris les frais de procédure, l'aide sociale, le coût total de la scolarisation, l'accompagnement des familles, les frais de santé y compris le dentiste, les programmes d'intégration, etc.).

3. La loi sur l'asile durcie en 2006 et 2013 doit être rigoureusement appli-

quée par toutes les autorités fédérales et cantonales ainsi que par les œuvres d'entraide. On fait ainsi comprendre aux bandes criminelles de passeurs que la Suisse ne tolère pas les abuseurs de son droit d'asile.

4. Les possibilités de recours et moyens de droit doivent être restreints. Un seul recours doit être permis après la décision de première instance. Durant le traitement de leur demande, les requérants doivent être placés dans des centres contrôlés. S'ils violent leur devoir de participation ou le code pénal, ils seront installés dans des centres fermés.

5. Les migrants économiques et requérants d'asile délinquants doivent être systématiquement renvoyés afin que l'aide puisse être concentrée sur les personnes qui sont réellement persécutées.

6. Le Conseil fédéral doit à cet effet conclure des accords de réadmission avec les Etats du Maghreb et faire ratifier les accords qui ne le sont pas encore. La Suisse doit prendre des contre-mesures dans d'autres domaines (par ex., en matière d'aide au développement) à l'égard des pays qui refusent de réadmettre leurs ressortissants.

7. Les personnes admises provisoirement doivent être réexaminées et renvoyées le plus rapidement possible dans leur pays. Le statut de l'admission provisoire doit être supprimé. Les personnes qui, sans leur faute, ne peuvent pas être renvoyées doivent bénéficier d'un statut de protection.

8. Les personnes admises provisoirement et les réfugiés dont les motifs subjectifs avancés sont les conséquences de leur fuite (par ex., une activité politique menée après leur fuite) ne doivent pas

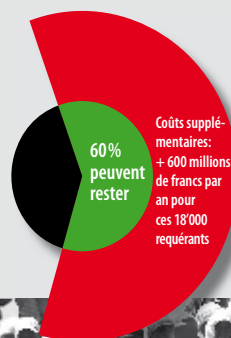
Le saviez-vous?

Voici tout ce qui va mal dans l'asile en Suisse:

Payer chaque année jusqu'à 6 milliards de francs juste pour faire marcher l'industrie de l'asile?

- La Confédération paie chaque année plus d'un milliard de francs pour le domaine de l'asile et 3 milliards de francs pour l'aide au développement. Les cantons et les communes assument des charges allant jusqu'à 2 milliards. Cet argent réuni par les contribuables profite en majeure partie à l'industrie de l'asile, à la bureaucratie internationale et à la corruption. L'effet sur l'afflux de requérants d'asile est égal à zéro.
- Le taux de criminalité chez les requérants d'asile était, ces dernières années, 15 fois plus élevé que dans la population suisse. Tout en supportant violence et criminalité, les contribuables suisses doivent payer des frais supplémentaires de police, de justice et de prison!
- Aujourd'hui, 60% des requérants d'asile, soit 3 fois plus qu'en 2012, peuvent rester en Suisse. Pour 2015, cela signifie que 18'000 requérants supplémentaires (extrapolation) resteront dans notre pays. Nombre d'entre eux pourront faire venir leur famille. La plupart de ces personnes tomberont à la charge de l'aide sociale, profiteront de programmes d'intégration et d'autres onéreux services. Résultat: des coûts supplémentaires pour environ 600 millions de francs.

2015:
+ 30'000
requérants
d'asile



A qui la faute?

La politique d'asile menée par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga favorise les abus. Les principaux profiteurs sont les migrants économiques, les bandes criminelles de passeurs et l'industrie de l'asile suisse.

Informations
supplémentaires sur
www.udc.ch

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne
CCP: 30-8828-5



La politique de l'asile menée par la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga encourage les abus. Les principaux profiteurs en sont les migrants économiques, les bandes criminelles de passeurs et l'industrie de l'asile suisse.

avoir droit au regroupement familial.

«Des requérants qui refusent de coopérer et qui s'opposent à leur renvoi peuvent aujourd'hui beaucoup plus facilement obtenir une libération pour ensuite disparaître dans la nature.»

HEINZ BRAND, CONSEILLER NATIONAL
KLOSTERS (GR)



9. L'aide sociale pour les requérants d'asile et personnes admises provi-

soirement doit être ramenée au niveau de l'aide d'urgence. L'aide sociale accordée aux réfugiés reconnus doit également être réduite après un certain temps pour éviter que ces personnes ne s'installent durablement dans le filet social.

10. Les personnes en séjour illégal en Suisse ou qui refusent de coopérer avec les autorités ne doivent plus avoir droit à l'aide d'urgence. Le soutien de l'Etat à ces personnes doit se limiter à l'organisation de leur sortie de Suisse.

11. Le Conseil fédéral doit insister sur l'application de l'accord de Dublin et, par conséquent, ne plus accorder de procédure d'asile aux personnes entrant en Suisse en provenance d'un Etat tiers.

12. La Suisse doit à cet effet renforcer les contrôles frontaliers, notamment vers l'Italie et si nécessaire soutenir les gardes-frontières avec l'armée.

13. L'agence Frontex doit intercepter les bateaux d'émigrants immédiatement après leur départ et les ramener sur la côte. Il faudra éventuellement conclure des accords avec les Etats nord-africains. Le Conseil fédéral doit à ce sujet s'engager dans le comité de Schengen.

14. Les réfugiés de la guerre doivent en premier lieu être aidés dans leur région d'origine. On obtiendra sur place de bien meilleurs résultats avec les mêmes moyens financiers que par des actions de transplantation de quelques élus.

Stop aux centres fédéraux pour requérants d'asile à Zurich

La ville de Zurich prévoit, conjointement avec le canton et la Confédération, de construire au beau milieu du Kreis 5, quartier en plein développement, un centre fédéral pour requérants d'asile censé accueillir 360 personnes. L'UDC de la ville de Zurich rejette catégoriquement le projet.

par Mauro Tuena, conseiller cantonal et communal, candidat au Conseil national, Zurich (ZH)

Il y a belle lurette que le Kreis 5 de Zurich n'est plus un quartier industriel périphérique. De nombreuses familles avec enfants habitent le quartier, des milliers de jeunes fréquentent l'école de commerce locale, des dizaines de milliers de noctambules y affluent le soir tombé. Aménager un centre pour requérants d'asile au milieu d'un quartier en plein boom n'est pas bien pensé, voire négligent et erroné. Au centre de Zurich, les requérants sont précisément là où ils veulent être. Évidemment, cela se sait vite dans les pays de provenance.

De source policière, on constate une forte augmentation des vols à l'étalage et des cambriolages près des

foyers de requérants d'asile. Sourdes aux protestations de la population locale et sans aucun égard aux craintes des riverains et des commerçants, les autorités municipales zurichoises ont

opté pour l'emplacement probablement le moins adapté du Kreis 5. Pour le Conseil municipal, qu'importent le bien-être et les intérêts des habitants et des commerces!



Commandez du matériel pour vos événements!



Sets de table
(paquet de 50)

CHF 5.00

Quantité:



Serviettes
(paquet de 250)

CHF 15.00

Quantité:



Gobelets plastique 3dl
(paquet de 80)

CHF 8.00

Quantité:



Nappe de table - logo UDC

Plastique 100m, larg. 1m
Papier 4x10m, larg. 1m

Plastique CHF 40.00

Quantité:

Papier CHF 19.00

Quantité:



Briquet
(paquet de 50)

CHF 50.00

Quantité:



Sous-verre (FR/DE/IT/RU)
(paquet de 300)

GRATUIT

Quantité: Langue:



Ballons avec logo SVP UDC
(paquet de 50)

CHF 15.00

Quantité:



Ballons avec croix suisse
(paquet de 50)

CHF 15.00

Quantité:



Nettoyeur de natel
(petit gadget pour nettoyer la vitre de votre smartphone)
(paquet de 50)

CHF 5.00

Quantité:



Stylo
(paquet de 100)

CHF 30.00

Quantité:

Drapeaux et encore plus d'articles sous:
www.udc.ch/parti/shop

Nom/prénom

Rue

NPA/Lieu Canton

Téléphone E-mail

Date/signature

Date et lieu de votre manifestation:

Prière de renvoyer à :

Secrétariat général UDC
Case postale 8252
3001 Berne
Téléphone 031 300 58 58
Fax 031 300 58 59
E-mail: gs@svp.ch



L'immigration massive nuit à l'emploi

Au premier trimestre de cette année, l'immigration nette vers notre pays a frôlé la barre des 23 000 personnes. Cela représente 14,4 % de plus qu'au même trimestre de l'année précédente, soit en chiffres bruts 18 immigrants par heure, des personnes qu'il faut pouvoir intégrer.

par Thomas Matter, conseiller national, président du conseil d'administration de la Neue Helvetische Bank AG

Cependant, seuls 48 % sont entrés dans le marché du travail et, parmi ceux-ci, un tiers à peine dans l'économie privée. Au printemps de cette année, il y avait aux côtés des 74 373 chômeurs suisses 66 758 chômeurs étrangers, donc presque autant, alors que la part d'étrangers dans la population globale ne s'élève « qu'à » 24 %. On a assisté à une immigration particulièrement marquée de Portugais, groupe dont le taux de chômage de 7 % est deux fois supérieur à la moyenne suisse.

Hausse probable du chômage

Il y a lieu de craindre une hausse du chômage au cours des prochains mois. L'expérience montre que les étrangers sans emploi ne retournent pas dans leur pays d'origine et atterrissent dans nos institutions sociales. Parallèlement, l'émigration a dimi-

dans le monde présentent un taux d'immigration par tête aussi élevé.

Une immigration dans l'économie ne serait pas un problème

Si l'on tient compte du fait qu'une part importante des immigrés gagnent leur vie dans la fonction publique – notamment dans les secteurs de la formation, des transports publics, de l'administration et de la santé – l'immigration dans l'économie réellement créatrice de valeur cette année ne devrait pas dépasser 15 000 personnes, ce qui la situe plus ou moins au même niveau qu'à l'époque de l'octroi de contingents. Les constantes lamentations des associations économiques au sujet de l'acceptation de l'initiative UDC sur l'immigration massive sont donc sans fondement.

Où est la main-d'œuvre hautement qualifiée ?

Eu égard à l'immigration effective dans les différentes branches, le perpétuel argument du personnel « hautement qualifié » qu'apporterait l'immigration est lui aussi largement discutable. Un nombre particulièrement élevé de personnes se fait engager dans l'hôtellerie-restauration, le bâtiment, le commerce de gros et de détail. Il sied ici de relever que le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,2 pourcent au 1er trimestre 2015. Cette diminution touche presque toutes les branches. Si cette tendance négative se poursuit au trimestre suivant, il faudra techniquement parler de récession. Alors que la croissance du PIB par habitant – le véritable indicateur de la prospérité – était à 2 %



Thomas Matter remarque plusieurs problèmes. Seulement la moitié des migrants intègrent le marché du travail et tout juste un tiers de ceux-ci le font dans le secteur privé.

en moyenne chaque année de 1954 à 1990, elle stagne depuis la libre-circulation totale des personnes. Malgré, ou justement à cause de l'arrivée nette de 80 000 personnes par an dans notre pays depuis 2007, la prospérité par tête n'a pas augmenté et la qualité de vie ne cesse de baisser.

Introduire la préférence nationale

Sachant que le chômage incompressible va probablement augmenter, il est grand temps que l'immigration devienne plus modérée et de meilleure qualité. Il faut aussi impérativement introduire la priorité aux indigènes. Pour cela, il faut une majorité au parlement qui pense et agisse de façon réellement bourgeoise, en particulier une UDC forte. Aux élections fédérales du 18 octobre 2015, chaque voix compte !

« Peu d'autres pays dans le monde présentent un taux d'immigration par tête aussi élevé que la Suisse. »

nué. Près de deux millions de personnes sans passeport suisse se sont établies durablement dans notre pays. Pourtant, des politiciens et médias bornés s'obstinent à dire que la Suisse serait en train de s'isoler et qu'elle aurait bientôt tout d'une île. Or, c'est tout le contraire. Peu d'autres pays

Élections fédérales du 18 octo

Nous vous présentons quelques candidates et ca



«Être libre signifie, avant tout, être responsable vis-à-vis de soi-même.»

Ruedi Schläfli, 40,
agriculteur et lutteur,
député, Hauterive (FR)

«En votant, chacun de nous peut dignement exercer ses droits démocratiques. Cette dignité trouve sa source dans la liberté que l'UDC défend ardemment. Un rapide coup d'œil chez nos voisins ne laisse planer aucun doute à ce sujet. Restez libre et votez UDC.»

Michaël Buffat, 36, directeur de banque, député, chef du groupe UDC au Grand Conseil, Crissier (VD)



«Il est capital que la Suisse reste libre d'appliquer les décisions prises par le peuple, sur le plan national comme international, afin de respecter la volonté de celui-ci et d'assurer une très bonne qualité de vie à tous ses habitants.»

Jean-Philippe Gay-Fraret, 25, employé de commerce,
vice-président JUDC Suisse, Evionnaz (VS)



bre

candidats:

Rester libre!

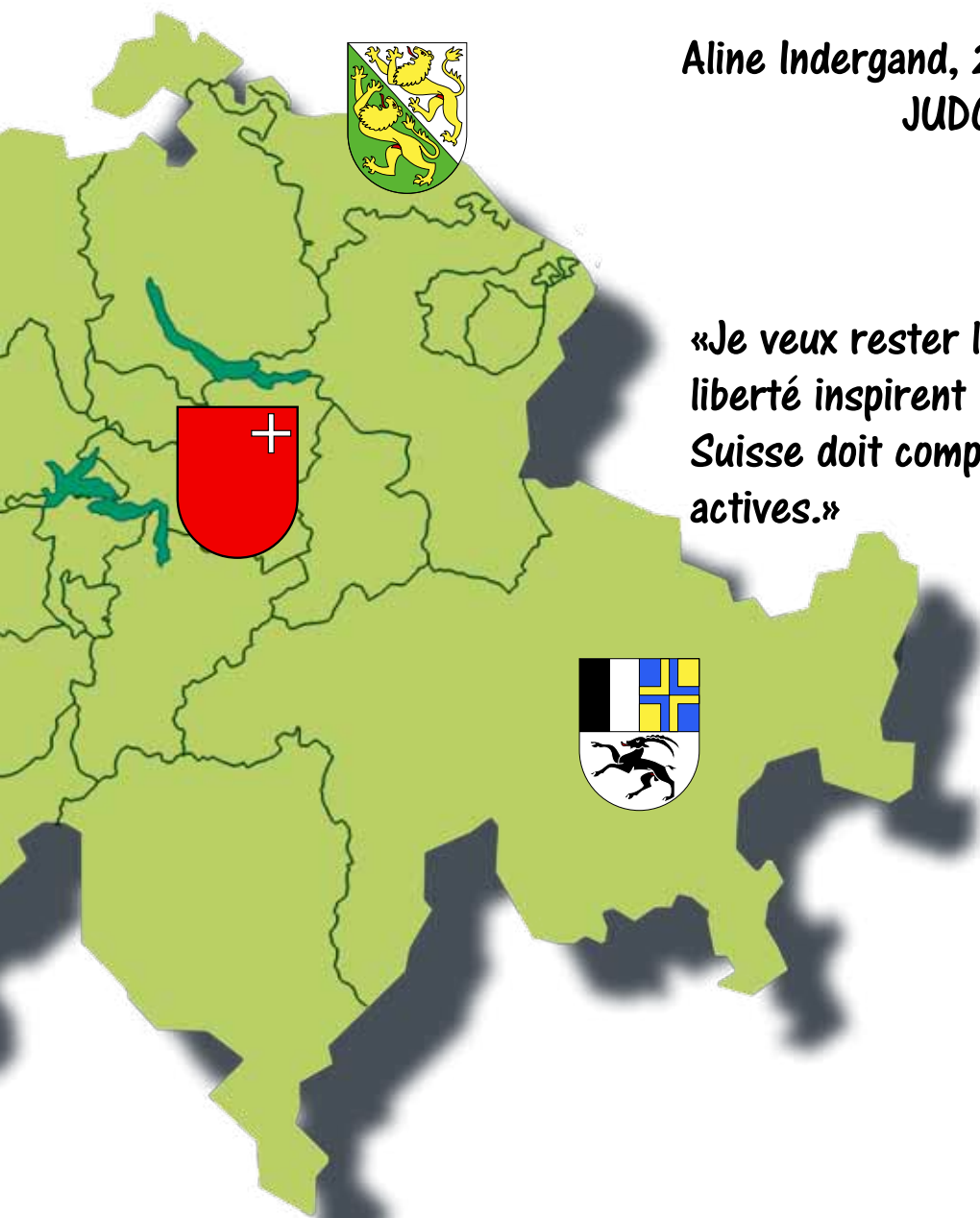
Votez UDC.



«La liberté est le bien le plus sacré et le plus précieux en Suisse. Je refuse que notre liberté soit bradée par les règlements de juges étrangers.»



Aline Indergand, 22, vendeuse,
JUDC, Altnau (TG)



«Je veux rester libre, parce que l'indépendance et la liberté inspirent la créativité de chaque individu. La Suisse doit compter des personnalités créatives et actives.»

Marcel Dettling, 34, agriculteur,
député, Oberiberg (SZ)



«Je m'engage pour une Suisse libre, indépendante et ouverte sur le monde, parce que la liberté est notre bien le plus précieux et il est important de le protéger.»

Valérie Favre Accola, 42, entrepreneuse, Davos (GR)



Le Conseil fédéral refuse de limiter l'immigration

Le projet présenté par le Conseil fédéral pour l'application de la nouvelle disposition constitutionnelle exigeant une gestion autonome de l'immigration (art. 121a cst.) ne respecte pas la volonté du peuple. L'UDC appelle le Conseil fédéral à appliquer enfin rapidement, efficacement et sans tergiversation le nouvel article constitutionnel. Il est d'autant plus urgent d'agir que les perspectives économiques sont peu réjouissantes et que la part des étrangers vivant aux frais des institutions sociales est deux fois plus élevée que leur part à la population totale.



L'UDC exige que le Conseil fédéral agisse enfin correctement et avec détermination. S'il continue de refuser d'agir, les tensions sociales s'accroîtront.

Le peuple et les cantons ont approuvé le 9 février 2014 l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Le Conseil fédéral se contente cependant de présenter la loi actuelle sur les étrangers sous une forme légèrement modifiée, mais, aspect incompréhensible, il en sus-

pend l'application aux immigrants en provenance de l'UE. Or, les ressortissants UE représentent quelque 75% de l'immigration nette en Suisse et ils sont également concernés par l'article constitutionnel qui ne fait pas de différence entre étrangers UE et étrangers d'Etats tiers.

Droit de veto indigne donné à l'UE

Au lieu de saisir l'insatisfaction croissante en Europe face à une immigration échappant à tout contrôle (voir l'exemple de la Grande-Bretagne), au lieu de s'engager activement pour un contrôle des mouvements migratoires et d'approcher des partenaires ayant les mêmes intérêts, le Conseil fédéral se retire sur une position défaitiste et technocratique, violant ainsi grossièrement les intérêts de la Suisse. Comment expliquer sinon qu'il fasse dépendre du consentement de Bruxelles l'application de la nouvelle loi aux ressortissants UE? Le gouvernement offre ainsi à l'UE un droit de veto sur la législation suisse. Il se place d'emblée dans une position de négociation sans issue. Une fois de plus le Conseil fédéral empêche par avance un résultat positif bien que le malaise augmente aussi dans les pays membres de l'UE face à une répartition injuste des



«La réduction des prestations sociales doit être un objectif prioritaire pour le Conseil fédéral. Il doit à nouveau y avoir des incitations à travailler. Ainsi, la restauration et l'agriculture trouveront à nouveau des travailleurs sur le marché national.»

Béatrice Struchen, Epsach (BE) Députée, candidate au Conseil national



«Les trois quarts des emplois créés depuis le début de la libre-circulation des personnes sont à l'État. Dans le même temps, on a supprimé 200 000 postes dans l'industrie. Alors que l'économie avance encore avec peine, le nombre de personnes qui demandent une aide sociale aux communes augmente : alors qu'en 2009 les dépenses nettes pour l'aide sociale, tous cantons confondus, s'élevaient à 1,78 milliard CHF, elles atteignaient déjà 2,37 milliards CHF en 2012.»

Barbara Steinemann, Regensdorf (ZH) Députée, candidate au Conseil National

charges. Il abandonne de surcroît l'auto-détermination législative de la Suisse en donnant à un traité avec l'UE la priorité par rapport à la Constitution fédérale suisse.

Il est plus urgent que jamais d'agir

Une fois de plus près de 80 000 personnes en chiffre net ont immigré en Suisse l'an passé, soit l'équivalent de la population de la ville de St-Gall. Cette immigration a continué de s'accélérer durant les trois premiers mois de 2015. Il y a un an déjà, l'UDC a présenté un

concept permettant de réduire l'immigration et de la cibler en fonction des besoins de l'économie. Elle invite le Conseil fédéral à reprendre ce concept qui se base sur un système de contrôle de l'immigration qui a fait ses preuves, notamment face au très problématique regroupement familial (plus de 50% des immigrants dans la population résidente n'exercent pas d'activité professionnelle en Suisse) et aux revendications à l'égard des institutions sociales où la part des étrangers est presque deux fois plus élevée que leur part à la population totale.

Objectifs clairs

Les objectifs qui doivent être visés par l'application de l'art. 121a cst. conformément à la volonté du peuple sont clairs et nets:

- l'immigration en Suisse doit être gérée et baissée notablement moyennant des contingents et la préférence nationale. Une immigration annuelle nette de 80 000 personnes, soit de l'ordre de grandeur de la population de la ville de St-Gall, est insupportable et ruine à long terme la Suisse.

- l'immigration doit être orientée en priorité et de manière ciblée en fonction des besoins de l'économie. Il n'est pas acceptable que plus de 50% de l'immigration dans la population résidente ne vise pas l'exercice d'une activité professionnelle en Suisse.

- les incitations contreproductives et le potentiel d'abus de la réglementation d'immigration actuelle, notamment dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'UE, doivent être fortement réduits (accès aux prestations sociales, regroupement familial, etc.).



et Conseil fédéral

- Veulent donner à l'UE un droit de veto, l'article constitutionnel ne devrait s'appliquer qu'aux citoyens extra-européens, si l'UE refuse d'adapter l'Accord de libre-circulation des personnes.

- Considèrent que le regroupement familial et les prestations sociales ne doivent pas être restreints.

- Si ces deux points passent la rampe, l'article constitutionnel restera lettre morte, sachant que l'immigration provient à ce jour presque exclusivement de l'UE ou à lieu par le biais du regroupement familial.



et



- Veulent une clause de protection, avec un contingentement en cas de dépassement d'un certain plafond.

- Cela empêche toute régulation ciblée, tant qu'on ne contingente pas, et génère les mêmes problèmes qu'aujourd'hui (particulièrement qu'une grande part des immigrants n'entrent pas dans le marché du travail).

- Vu les chiffres actuels, le contingentement devrait produire ses effets immédiatement pour réduire l'immigration. Si les seuils sont supérieurs à aujourd'hui, tout cela n'apporte rien.

- Ce concept ne permet pas l'application de la préférence nationale. Il est donc anti-constitutionnel.

- En somme, le PDC et le PBD veulent faire comme si l'article constitutionnel n'existait pas.

PLR
Les Radicaux

- Le PLR se prétend favorable à une mise en œuvre stricte. Si toutefois l'UE ne négocie pas au sujet de la libre-circulation des personnes, le PLR exige une nouvelle votation.

- Le concept du PLR prévoit de facto les mêmes réserves inacceptables en faveur de l'UE que le Conseil fédéral. Cela coupe court à toute négociation.

- Des mesures efficaces dans le domaine du regroupement familial et une restriction de l'accès aux institutions sociales requièrent l'implication de l'UE et donc l'adaptation de l'Accord sur la libre-circulation des personnes. S'agissant des États tiers, on pourrait commencer à agir dès aujourd'hui. Cependant, le regroupement familial depuis des États tiers ne représente au premier trimestre « que » 13 % de l'ensemble de l'immigration.

- Le PLR ne se prononce pas sur la problématique des frontaliers.

ECONOMISEZ MAINTENANT JUSQU'A Fr. 7 120.-*

OFFENSIVE DE PRINTEMPS JUSQU'AU 30.6.2015!



TOUS LES MODELES
AVEC CASH-BONUS



NEW CELERIO
CASH-BONUS Fr. 1000.-
PACK SERGIO CELLANO Fr. 1370.-

**VOUS ECONOMISEZ
Fr. 2 370.-***

NEW SWIFT
CASH-BONUS Fr. 2000.-
PACK SERGIO CELLANO Fr. 5120.-

**VOUS ECONOMISEZ
Fr. 7 120.-***

NEW VITARA
CASH-BONUS Fr. 3000.-
PACK SERGIO CELLANO Fr. 1710.-

**VOUS ECONOMISEZ
Fr. 4 710.-***

NEW SX4 S-CROSS
CASH-BONUS Fr. 4000.-
PACK SERGIO CELLANO Fr. 2210.-

**VOUS ECONOMISEZ
Fr. 6 210.-***

NEW JIMNY
CASH-BONUS Fr. 1000.-
PACK SERGIO CELLANO Fr. 4230.-

**VOUS ECONOMISEZ
Fr. 5 230.-***

*New Celerio 1.0 Sergio Cellano Top, boîte manuelle, 5 portes, Fr. 13990.-, bénéfice pack Sergio Cellano Fr. 1370.-, Cash-Bonus Fr. 1000.-, total bénéfice client Fr. 2370.-, consommation de carburant normalisée: 3.6l/100km, rendement énergétique: A, émissions de CO₂: 84g/km; New Swift 1.2 Sergio Cellano Top 4x4, boîte manuelle, 5 portes, Fr. 19990.-, bénéfice pack Sergio Cellano Fr. 5120.-, Cash-Bonus Fr. 2000.-, total bénéfice client Fr. 7120.-, consommation de carburant normalisée: 4.8l/100km, rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 111g/km; New Vitara 1.6 Sergio Cellano Top 4x4 Diesel, boîte manuelle, 5 portes, Fr. 33490.-, bénéfice pack Sergio Cellano Fr. 1710.-, Cash-Bonus Fr. 3000.-, total bénéfice client Fr. 4710.-, consommation de carburant normalisée: 4.2l/100km, rendement énergétique: A, émissions de CO₂: 111g/km; New SX4 S-CROSS 1.6 Sergio Cellano Top 4x4 Diesel, boîte manuelle, 5 portes, Fr. 30990.-, bénéfice pack Sergio Cellano Fr. 2210.-, Cash-Bonus Fr. 4000.-, total bénéfice client Fr. 6210.-, consommation de carburant normalisée: 4.4l/100km, rendement énergétique: B, émissions de CO₂: 114g/km; New Jimny 1.3 Sergio Cellano Top 4x4, Fr. 21490.-, bénéfice pack Sergio Cellano Fr. 4230.-, Cash-Bonus Fr. 1000.-, total bénéfice client Fr. 5230.-, consommation de carburant normalisée: 7.1l/100km, rendement énergétique: G, émissions de CO₂: 162g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 144g/km.

Suzuki Automobile Schweiz AG, Emil-Frey-Strasse, 5745 Safenwil

Acheter tout de suite pour en profiter. Série limitée. Jusqu'à épuisement du stock. Promotion Cash-Bonus valable pour les immatriculations effectuées du 1.5.-30.6.2015 (conclusion du contrat pour Celerio et Vitara). Suzuki Automobile Schweiz AG se réserve le droit de modifier à tout moment et sans préavis les spécifications, les prix et les équipements de ses véhicules de même que des modèles complets ou d'en suspendre la vente. Personne ne pourra être tenu responsable des erreurs ou omissions éventuelles de cette annonce. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**



Le N°1 des compactes



Way of Life!

www.suzuki.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de **60'000 lecteurs** en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch.

Découvrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

Felix Glutz
Traduction, Rédaction, Relecture

Pour vos traductions:
Mobile: 079/372 79 74
felix@adapteam.ch
www.adapteam.ch

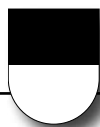
dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, Parlament.ch, Cartoonexpress.ch, wikipédia.



Non à une formation étatique d'imams

L'initiative populaire demande que la Constitution cantonale soit modifiée afin d'introduire une base légale n'autorisant pas la création d'un centre « Islam et société » tel que projeté et empêchant ainsi qu'une quelconque formation étatique d'imams soit instaurée. Ce projet de centre de formation des imams est ambigu, illogique et inutile.

D'une part, on informe que ce centre est destiné aux personnes appelées en être en contact avec les musulmans, comme les «services sociaux, aumônerie d'hôpitaux, enseignants, assistant-e-s sociales, policiers, diplomates». D'autre part, on informe qu'il ne s'agira pas d'une formation coranique à proprement parler, mais de la transmission de connaissances nécessaires aux personnalités musulmanes influentes afin de s'intégrer dans l'environnement suisse. Il suffit par conséquent de diriger les imams soucieux de s'intégrer en Suisse vers les cursus existants. Ils en seront d'autant mieux intégrés.

Pour une égalité de traitement

L'initiative demande une égalité de traitement de la formation universitaire sur l'Islam face à d'autres religions. Seule une intégration dans des structures existantes permettra un vrai dialogue avec toutes les autres religions. Dans ce but il y a deux possibilités : soit un désenclavement de



Signez maintenant l'initiative populaire cantonale : www.udc-fr.ch

l'«Institut pour l'étude des religions et le dialogue interreligieux» auprès de la faculté de théologie, soit auprès de l'«Institut du droit des religions» dans de la faculté de droit.

Pas à l'Etat de financer

L'aspect financier est important et l'ouverture de ce centre n'est pas une priorité. Ce centre sera en grande partie – voire en totalité – à la charge du canton de Fribourg. A l'heure des restrictions budgétaires, un investissement dans ce centre n'est pas judicieux. Ce n'est pas à l'Etat de financer la formation théologique de religieux, quelque soit leur religion. La forma-

tion actuelle de théologiens chrétiens à l'Université de Fribourg doit être vue comme une exception justifiée par le statut de droit public octroyé par les fribourgeois aux Eglises catholiques romaines et évangéliques réformées.

C'est pour ces raisons que j'invite les Fribourgeois à refuser une formation étatique d'imams en signant notre initiative populaire cantonale.



*Emanuel Waeber,
Député et chef du groupe
UDC au Grand Conseil,
Heitenried (FR)*

Ambigu, inapproprié et inacceptable!

par Nicolas Kolly, Député, Essert (FR)



L'initiative populaire contre le centre Islam et société est le dernier instrument pour s'opposer à un projet ambigu, inapproprié et inacceptable.

Ambigu car les initiants informent d'une part que ce centre sera avant tout destiné à transmettre la réalité suisse et que, d'autre part, il s'adressera aux personnes en contact des musulmans (services sociaux, policiers). Ces personnes ont-elles besoin d'apprendre la réalité suisse ?

Ce projet est inapproprié car les initiants veulent à tout prix l'intégrer au sein de la faculté de théologie catholique de l'Université de Fribourg. C'est oublier la tradition catholique du canton.

Enfin ce centre est inacceptable, car il est, pour l'instant, à la charge du canton de Fribourg. A l'heure des restrictions budgétaires, notre canton a d'autres priorités que d'investir dans la formation des imams !

Espérons qu'à défaut d'avoir écouté le Grand Conseil, les initiants daigneront entendre les citoyens !

L'UDC proche de vous

Rencontrez nos parlementaires fédéraux qui répondront personnellement à vos questions!



Argovie



Flückiger Sylvia, conseillère nationale
29 juin 19h30
Rest. Homberg, Reinach



Giezendanner Ulrich, conseiller national
20 juin, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Killer Hans, conseiller national
20 juin, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Reimann Maximilian, conseiller national
3 juillet 18h30
Freiluftanlass bei den Helliker Löchern, Hellikon



Stamm Luzi, conseiller national
Aucun événement



Knecht Hansjörg, conseiller national
20 juin, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Berne



Aebi Andreas, conseiller national
22 juin, 20h00
Restaurant Schwanen, Alchenstorf



Joder Rudolf, conseiller national
Aucun événement



Pieren Nadja, conseillère nationale
30 juin, 20h00
Hirschen, Langnau i.E.



Amstutz Adrian, conseiller national
30 juin, 20h00
Mehrzweckhalle in Homberg



Rösti Albert, conseiller national
30 juin, 20h00
Mehrzweckhalle in Homberg



Geissbühler Andrea, conseillère nationale
28 juin, 12h30
Plauschspiel, Fussballplatz Gerzensee



von Siebenthal Erich, conseiller national
11 juin, 20h00
Hotel Landhaus, Saanen



Nationalrat Graber Jean-Pierre
Aucun événement



Bale-Campagne



de Courten Thomas, conseiller national
16 juin, 19h30
Rest. Kaserne, Liestal



Miesch Christian, conseiller national
16 juin, 19h30
Rest. Kaserne, Liestal



Bale-Ville



Frehner Sebastian, conseiller national
Aucun événement



Fribourg



Rime Jean-François, conseiller national
1^{er} août, 20h00
Ecuwillens



Genève



Amaudruz Céline, conseillère nationale
Aucun événement



Nidegger Yves, conseiller national
Aucun événement



Glaris



Hösli Werner, conseiller aux Etats
Aucun événement



Grisons



Brand Heinz, conseiller national
24 juin, 20h15
Rest. Zur alten Brauerei, Thusis



Lucerne



Estermann Yvette, conseillère nationale
25 juin, 20h00
Rest. Obernau, Kriens/Obernau



Müri Felix, conseiller national
Aucun événement



Neuchâtel



Clottu Raymond, conseiller national
Aucun événement



Nidwald



Keller Peter, conseiller national
20 juin, 09h30
Höfli, Rosenberg, Stans



St-Gall



Brunner Toni, conseiller national
20 juin, 13h30
 Haus der Freiheit, Ebnat-Kappel



Büchel Roland Rino, conseiller national
Aucun événement



Müller Thomas, conseiller national
26 juin, 20h00
 Seerestaurant Rorschach

3 septembre, 20h00
 Café Kollers, Gossau



Reimann Lukas, conseillers nationaux
4 juin 20h00
 Rest. Zollhaus, Wildhauserstr. 44, Gams

11 juin, 19h30
 Zentrum Feld, Feldhofstrasse 49a, Flawil

3 septembre, 20h00
 Café Kollers, Gossau



Schaffhouse



Hurter Thomas, conseiller national
19 juin, 18h00
 Schifffläde (Freier Platz), Schaffhouse



Germann Hannes, conseiller aux Etats
19 juin, 18h00
 Schifffläde (Freier Platz), Schaffhouse



Soleure



Borer Roland, conseiller national
19 juin, 19h30
 Rest. Akropolis, Hotel Jura, Dornach



Wobmann Walter, conseiller national
19 juin, 19h30
 Rest. Akropolis, Hotel Jura, Dornach



Schwytz



Schwander Pirmin, conseiller national
19 juin, 19h30
 Monséjour - Zentrum am See, Küssnacht am Rigi



Föhn Peter, conseiller aux Etats
Aucun événement



Kuprecht Alex, conseiller aux Etats
Aucun événement



Thurgovie



Eberle Roland, conseiller aux Etats
23 juin, 19h00
 Schifffahrt ab Ermatingen



Herzog Verena, conseillère nationale
23 juin, 19h00
 Schifffahrt ab Ermatingen



Hausammann Markus, conseiller national
30 juin, 20h00
 Mehrzwecksaal, Schulhaus Säuslenen bei Aadorf



Walter Hansjörg, conseiller national
30 juin, 20h00
 Mehrzwecksaal, Schulhaus Säuslenen bei Aadorf



Tessin



Rusconi Pierre, conseiller national
Aucun événement



Vaud



Veillon Pierre-François, conseiller national
Aucun événement



Bugnon André, conseiller national
Aucun événement



Grin Jean-Pierre, conseiller national
30 juin, 20h00
 Salle communale, Grandcour



Parmelin Guy, conseiller national
30 juin, 20h00
 Salle communale, Grandcour



Valais



Freysinger Oskar, conseiller national
Aucun événement



Zoug



Aeschi Thomas, conseiller national
25 juin, 19h30
 SeminarHotel, Seestrasse 10, Unterägeri



Zurich



Binder Max, conseiller national
Aucun événement



Fehr Hans, conseiller national
22 août, 10h00
 Zentrum Dietlikon, Dorfmarkt

31 août, 13h00
 Kantonsschule Zürcher Unterland, Bülach



Mörgeli Christoph, conseiller national
Aucun événement



Schibli Ernst, conseiller national
17 juillet, 19h00
 Rest. Spirgarten, Zürich-Altstetten



Bortoluzzi Toni, conseiller national
Aucun événement



Heer Alfred, conseiller national
14 juin, 10h00
 Riegelhüsli in Bonstetten

31 juillet, 20h00
 Anhöhe Waldhütt, Glattfelden



Rickli Natalie, conseillère nationale
4 juin, 19h30
 ev.-ref. Kirchengemeindsaal, Adliswil



Rutz Gregor, conseiller national
4 juin, 19h30
 ev.-ref. Kirchengemeindsaal, Adliswil



Egloff Hans, conseiller national
20 juin, 11h00
 Gemeindehaus-Keller, Oetwil a.d.L.



Matter Thomas, conseiller national
14 juin, 10h00
 Buurezmorge, Bauernhof Familie Müller, Forch

25 juin, 16h30
 BERNEXPO, Mingerstrasse 6, Bern



Stahl Jürg, conseiller national
20 juin, 09h00
 Restaurant Sonnenhof, Brütten

26 juin, 08h30
 Restaurant Sonnenhof, Brütten

FAITES UN DON POUR LES ÉLECTIONS...

et offrez un cadeau à vos enfants!

Recevez une mascotte
officielle de Willy «Édition
Spéciale» numérotée!

Taille: 70cm

Comment ça marche:



[www.facebook.com/
chiendegardewilly](http://www.facebook.com/chiendegardewilly)

Avec un don de CHF 1'000, recevez en cadeau une mascotte officielle numérotée de « Willy, notre chien de garde »! Il vous suffit de faire le versement sur le compte **CCP 30-8828-5** avec le bulletin en annexe. Vous recevrez ensuite un Willy et pourrez déduire le montant de vos impôts!